Paris, le 09 avril 2010

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Réunion du Réseau de prévention des crises alimentaires
dans le Sahel et en Afrique de l'Ouest

Crise alimentaire et nutritionnelle sérieuse à l'Est du Sahel : des millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire au Niger et au Tchad. Une intervention d'urgence est nécessaire.

Les membres du Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA) réunis à Paris les 8 et 9 avril 2010 confirment à l'unanimité que **la zone sahélienne fait face à une crise alimentaire et nutritionnelle sérieuse**. Cette analyse fait suite aux évaluations annuelles des récoltes et de la sécurité alimentaire dans les pays, aux réunions des dispositifs de prévention et de gestion des crises alimentaires ainsi qu'aux appels lancés par les pays.

La baisse de production céréalière, de plus de 30 % par rapport à l'année dernière au Niger et au Tchad, la détérioration des termes de l'échange (bétail/céréales, cultures de rente/céréales) et le manque de fourrage pour les animaux frappent les zones sahéliennes du Niger, du Tchad, le Nord-est du Mali et du Burkina Faso. Ces difficultés ont entraîné des mouvements inhabituels de populations et des animaux. La dynamique actuelle des flux commerciaux céréaliers ne pourra pas régler seule les problèmes critiques d'accès des populations vulnérables aux denrées. Les niveaux de prix très élevés dans ces pays exacerbent les difficultés d'accès des ménages pastoraux et agropastoraux aux aliments. Au Niger et au Tchad, 2 700 000 personnes et près de 2 000 000 de personnes ont besoin d'une assistance d'urgence. Au Niger, 5 millions de personnes souffrent également d'une insécurité alimentaire modérée.

La situation nutritionnelle déjà préoccupante se dégrade, en particulier pour les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes ou allaitantes. Dans la plupart des pays du Sahel, les taux de malnutrition aiguë sont très élevés et dépassent le seuil d'urgence dans certaines zones du Niger et du Tchad. Cette situation, caractérisée par un contexte de malnutrition chronique élevée, va s'aggraver avec l'état d'insécurité alimentaire. Concernant les enfants de moins de cinq ans, plus de 300 000 au Niger et plus de 100 000 au Tchad souffriront cette année de malnutrition aiguë sévère et doivent être pris en charge.

Le Réseau demande une augmentation significative et immédiate des réponses et lance un appel aux Etats, aux organisations d'intégration régionale ouest-africaine (UEMOA, CILSS, CEDEAO) et à leurs partenaires à prendre les mesures d'urgence suivantes :

- Fournir rapidement aux populations vulnérables les moyens nécessaires leur permettant de se procurer des céréales sur les marchés. Là où les céréales sont disponibles, les distributions d'argent ou de bons d'achat aux plus vulnérables doivent être privilégiées. Dans les autres zones, les activités « vivres contre travail » ou de distribution gratuite sont à mettre en œuvre avant les récoltes ;

- Accélérer la mise en œuvre des actions en faveur du bétail, capital et source alimentaire indispensable des populations pastorales et agropastorales en facilitant l'accès aux aliments de bétail, à travers la distribution et la suspension temporaire des taxes d'importation, la fourniture des services vétérinaires, la réhabilitation des points d'eau et le déstockage des animaux ;

- Réaliser des achats régionaux de céréales pour raccourcir les délais d'approvisionnement. Mettre en œuvre sans tarder les importations nécessaires de céréales lorsque les achats régionaux ne sont pas suffisants ;

- Coordonner les interventions conformément à la charte de l'aide alimentaire, à la déclaration de Paris, aux principes de « Good Humanitarian Donorship », en s'inscrivant et en renforçant les cadres nationaux de coordination et leurs plans de contingence. Ces interventions devront être adaptées aux besoins spécifiques des groupes de populations, aux différents contextes et à leurs périodes de mise en œuvre ;

- Renforcer et élargir la prise en charge des cas de malnutrition sévère et modérée, en particulier au Niger et au Tchad, et prendre en compte les besoins spécifiques des enfants et des femmes enceintes et allaitantes par la supplémentation alimentaire et l'accès aux services de santé ;

- Renforcer le suivi de la situation alimentaire et nutritionnelle en utilisant le Cadre Harmonisé en particulier afin d'adapter la réponse d'urgence le cas échéant, d'anticiper les besoins de réhabilitation des populations et de préparer le redressement de leurs moyens d'existence à moyen terme au niveau national et régional ;

- Le réseau recommande à la CEDEAO l'organisation d'une réunion d'urgence au cours du mois d'avril, des ministres du Commerce et de l'Agriculture. Cette rencontre doit permettre d'apporter une réponse régionale en appui aux efforts déjà déployés par les Etats et leurs partenaires, notamment au travers de prêts basés sur les stocks nationaux. Ceci préfigurerait la mise en réseau des offices de gestion des stocks nationaux de sécurité alimentaire. Cette réunion doit également veiller à la stricte application de la libre circulation des produits alimentaires. Les mesures restrictives formelles et informelles prises par certains Etats pour interdire les exportations de produits vivriers contribuent à renchérir les prix des denrées et exacerber la crise alimentaire.

Fait à Paris, le 09 avril 2010